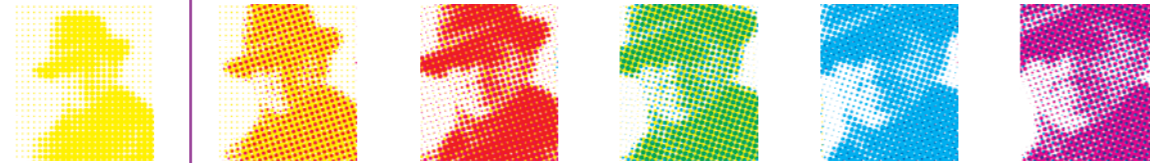


PARCOURS

Jean Moulin, héros de la république



*LE QUARTIER DE PERRACHE
LA PRESQU'ÎLE
LES PENTES DE LA CROIX-ROUSSE
DE CALUIRE À MONTLUC*

PARCOURS

Jean Moulin, héros de la république

Réalisé dans le cadre de l'exposition *Jean Moulin, héros de la République*, ce dossier propose de découvrir l'action de Jean Moulin à Lyon. Ce parcours invite élèves et enseignants à suivre les traces de Jean Moulin à travers la ville. Chaque quartier, individualisé par une couleur, fait l'objet d'une fiche : de Perrache, en passant, entre autres, par la Presqu'île, les pentes de la Croix-Rousse et Caluire, jusqu'à Montluc.

Ces fiches traitent des lieux familiers et stratégiques pour Jean Moulin. Chaque adresse est l'occasion de développer différents aspects de la mission de Jean Moulin, d'évoquer les contacts qu'il noua dans cette ville et les différents membres de la Résistance qui travaillèrent avec lui. Destiné à prolonger le cours sur la Résistance, ce dossier ne se veut pas exhaustif. Néanmoins il permet d'aborder, sous un nouvel angle, le parcours et l'action d'un personnage-clef de la Résistance.

Des plans des différents quartiers, un répertoire et un lexique apportent un complément d'informations pour faciliter la mise en place, par les enseignants, d'une activité originale.

La durée de ce parcours a été évaluée à une demi-journée, soit environ quatre heures. Libre à vous de l'adapter à votre projet pédagogique et au temps dont vous disposez.

Ce dossier peut donner lieu à différentes exploitations pédagogiques, notamment en prolongement de la visite de l'exposition au Centre d'Histoire ou comme document en cours.

Pour des classes de collège, il peut être préférable de scinder le parcours en plusieurs parties, en privilégiant un aspect particulier de l'action menée par Jean Moulin dans la Résistance.

Par exemple,

- les fiches *Le quartier de Perrache*, *La Presqu'île* et *Les pentes de la Croix-Rousse* permettent d'évoquer les difficultés de la vie clandestine ou le difficile chemin vers l'unification intérieure.

- celles intitulées *Les pentes de la Croix-Rousse* et *De Caluire à Montluc* peuvent faire l'objet d'un travail sur les étapes de la journée du 21 juin 1943 et sur l'arrestation de Jean Moulin.

- à l'aide de la fiche consacrée à Caluire, à l'École de santé militaire et à Montluc, on peut envisager une étude de l'appareil répressif nazi et la lutte menée par l'occupant contre la Résistance.

Chaque étape du parcours peut donner lieu, en classe, à un travail en groupe sur des thèmes plus généraux, tels que :

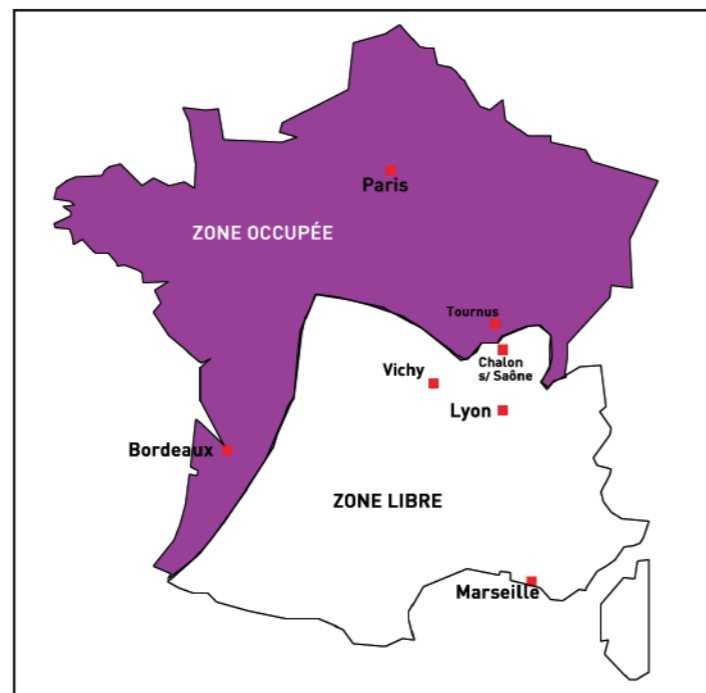
- Lyon, capitale de la Résistance
- L'unification de la Résistance, les rapports entre la France Libre et la Résistance intérieure
- Jean Moulin, représentant du général de Gaulle
- La commémoration des héros de la Résistance

Le service jeune public du Centre d'Histoire est à votre disposition pour vous aider à élaborer un projet pédagogique spécifique dans le cadre de cette exposition.

Durant la Seconde Guerre mondiale, Lyon a connu des destinées diverses.

Le 19 juin 1940, les troupes allemandes entrent dans la ville et l'occupent, une première fois, pendant dix-neuf jours. Elles se retirent au lendemain de l'établissement de la ligne de démarcation qui passe plus au nord, entre Chalon-sur-Saône et Tournus.

La ville est d'abord administrée par une délégation spéciale étroitement soumise à l'autorité préfectorale. En juillet 1941, un conseil municipal est rétabli et confié à l'industriel Georges Villiers, avec l'acquiescement d'Édouard Herriot.



Carte de la ligne de démarcation

Métropole de la zone libre, la Résistance s'organise très tôt à Lyon. Le 1er janvier 1941 a lieu une manifestation publique de la Résistance à l'appel du général de Gaulle. Lyon est déclarée ville morte entre 14 heures et 15 heures.

À ses débuts, la Résistance prend la forme d'initiatives isolées qui se fédèrent peu à peu, enrichies par les passages à Lyon d'hommes venus de tous les horizons géographiques. Des démarches individuelles à la constitution de petits groupes, jusqu'à la naissance des premiers mouvements, c'est ainsi que s'affirme une volonté qui est tout autant d'opposition au régime que de refus de soumission à l'ennemi. L'absence d'occupants (qui n'en ont pas moins leurs observateurs et leurs agents) et la relative tolérance des services de Vichy sont autant de facteurs favorables.

Entre l'automne 1940 et le printemps 1941, apparaissent plusieurs feuilles et petits journaux clandestins. C'est à Lyon que les trois grands journaux clandestins de la zone sud voient le jour et que naissent d'importants mouvements de résistance. Henri Frenay, officier issu d'une famille lyonnaise, se détache peu à peu du régime de Vichy. Dès la fin 1940, il débute ses activités clandestines et envoie des renseignements à Londres. À la création du premier journal, *Les Petites Ailes*, s'ajoute le recrutement de sympathisants. Aux côtés de Bertie Albrecht¹, Henri Frenay évolue d'un maréchalisme d'imprégnation à un détachement annonciateur de sa rupture avec Vichy. La rencontre de Frenay avec François Menthon, animateur de *Liberté*, est décisive. En novembre 1941, le journal clandestin d'Henri Frenay, *Vérités*, et celui de François Menthon, *Liberté*, se fondent en un seul, pour donner naissance à *Combat*, dont le premier numéro paraît en décembre 1941. Les deux mouvements fusionnent également : *Combat* devient le mouvement le plus important de la zone sud.

Fin 1941, apparaissent deux autres mouvements et leurs journaux clandestins, *Libération* et *Franc-Tireur*. *Libération* est né de la rencontre à Clermont-Ferrand d'Émmanuel d'Astier de la Vigerie et de Jean Cavailles. Avec une équipe de fidèles, dont les Aubrac², ils sortent le premier numéro de *Libération* en juillet 1941. Le mouvement *Franc-Tireur* fait suite à un groupe lyonnais, *France Liberté*, fondé à la fin de l'année 1940. Jean-Pierre Lévy est à la tête de ce mouvement. Le premier numéro de *Franc-Tireur* paraît en décembre 1941.

En 1942, Lyon, encore en zone libre, est devenue la capitale de la Résistance.

La situation évolue radicalement à partir du mois de novembre 1942. En réponse au débarquement allié en Afrique du Nord, l'ennemi, rompant la convention d'armistice, envahit de nouveau la zone sud. Le 11 novembre 1942, la Wehrmacht occupe à nouveau Lyon. La Gestapo s'installe à l'hôtel Terminus situé face à la gare de Perrache. Le Kommando régional (KDS) de Lyon a sous sa férule les départements du Rhône, de la Savoie, de la Haute Savoie, de la Loire, de la Drôme et de l'Isère. Klaus Barbie³ s'installe à Lyon fin 1942. En quelques jours, il obtient des succès décisifs contre une résistance lyonnaise parfois victime d'imprudences.

Dès lors, Lyon perd sa primauté au profit de Paris où se regroupent les services centraux.

¹ Cf. répertoire
² Cf. répertoire
³ Cf. répertoire

Consacrée capitale de la Résistance par le général de Gaulle le 14 septembre 1944, Lyon occupe une place importante dans l'action de Jean Moulin. C'est dans cette ville, creuset des mouvements de résistance et carrefour géographique, qu'il choisit d'établir son poste de commandement au début de l'année 1942.

Mandaté par De Gaulle pour réaliser l'union de la Résistance dans la zone métropolitaine non occupée, il crée à Lyon deux services clandestins communs aux mouvements Combat, Libération et Franc-Tireur : le Bureau d'information et de presse (BIP) et le Comité général des études (CGE).

Le BIP, mis en place le 28 avril 1942, a pour vocation d'être « l'agence de presse » de la Résistance. Il recueille et transmet les informations à Londres, aux journaux clandestins et aux Alliés, et organise la diffusion de la propagande. Son bulletin d'information est dirigé par Georges Bidault, membre du comité directeur de Combat.

Le CGE, fondé le 3 juillet de la même année, est également basé à Lyon puis s'installe à Paris en avril 1943. Ce cercle de réflexion est chargé de prévoir les conditions politiques de la Libération et de travailler à des projets concernant le futur régime politique, économique et social du pays. Cet organe édite une revue clandestine, *Les Cahiers politiques*, envoie à Londres des études sur les sujets les plus divers et prépare une refonte administrative pour la Libération.

Durant cette période, Jean Moulin travaille seul : il n'a pas d'agent de liaison, de dactylo (il envoie à Londres ses rapports manuscrits), de secrétaire (il prépare lui-même ses rendez-vous, distribue en personne l'argent destiné aux officiers de liaison et aux mouvements, chiffre et déchiffre les télégrammes et les rapports reçus et envoyés à Londres). En août 1942, Jean Moulin qui doit impérativement se décharger de ces tâches accessoires mais indispensables, charge Daniel Cordier de mettre en place, toujours à Lyon, son secrétariat appelé Délégation Générale. Organe de commandement et d'exécution, ce groupe de travail autonome, composé de moins d'une dizaine de personnes, se structure peu à peu en plusieurs services : courrier, transmissions, papiers d'identité, trésorerie, etc. Le travail de la Délégation s'effectue dans des conditions précaires et, souvent, sans respecter les règles, bien théoriques, de la sécurité.

À cette époque, les mouvements et les services connaissent un développement accéléré qui exige des liaisons à la fois multiples et rapides. Vitales pour la Résistance, ces liaisons sont difficiles à maintenir, car la sécurité exige de ne jamais utiliser le téléphone, le télégramme ou la poste. La correspondance se fait par porteur. Daniel Cordier explique : « Lyon présentait cette particularité commode pour les résistants de ne pas avoir de concierges dans les immeubles, qui, en revanche, étaient pourvus de boîtes aux lettres. »⁴

⁴Daniel Cordier, *Jean Moulin, l'inconnu du Panthéon*, Paris, Jean-Claude Lattès, 1989-1993

Les « courriers » (agents de liaison) effectuent de nombreux déplacements dans la ville, à pied, à vélo ou en tramway. L'organisation de rendez-vous ou de réunions est plus délicate : il faut les préparer longtemps à l'avance, à cause de la lenteur des communications. Il est nécessaire de prévoir un délai : les convocations parviennent aux destinataires qui renvoient leur réponse ; en cas de problème, un rendez-vous de « repêchage » s'impose.

Sans le maintien permanent des liaisons entre résistants, la Résistance est paralysée. Chaque fois que des courriers sont arrêtés ou des secrétariats détruits, il faut plusieurs jours pour renouer les liens indispensables et fragiles.

Face aux difficultés et aux dangers de la clandestinité, Jean Moulin s'est organisé une double vie. Du lundi au vendredi, il séjourne à Lyon dans des chambres louées sous un faux nom, notamment place Raspail ou place des Capucins. Chaque fin de semaine, après avoir dîné avec Daniel Cordier près de la gare de Perrache, il quitte la ville par un train du soir en direction du Sud, et passé Avignon redevient Jean Moulin avec sa vie officielle.

À mesure que la Résistance s'étoffe, les contacts se multiplient et forcent Jean Moulin à de longs⁵ et fréquents déplacements. La gare de Perrache est un lieu familier pour ce dernier, comme pour bon nombre de résistants lyonnais qui utilisent le train. Ce moyen de transport n'est pas dépourvu de risques, car les contrôles de la police française et de la Gestapo sont fréquents. Les absences de Jean Moulin à Lyon excèdent rarement une semaine, mais durant celles-ci, Daniel Cordier doit le tenir quotidiennement informé des affaires, ce qui n'est pas toujours facile.

Le soin qu'il a mis à cloisonner son organisation, la constante vigilance appliquée à ses démarches, le strict respect des règles de comportement, sa réserve qui le met à l'abri des indiscretions lui permettent de se soustraire aux recherches de plus en plus actives entreprises par les services nazis. Jean Moulin a porté plusieurs pseudonymes : dans la semi-clandestinité, il se fait établir un passeport au nom de Joseph Mercier ; en vue de sa mission en France il porte le pseudonyme de Rex ; pour les résistants français, il est connu comme Régis, puis Max.

La clandestinité et les incessants déplacements de Jean Moulin à Lyon rendent difficile la reconstitution de son parcours dans la ville. Néanmoins, certains lieux se distinguent plus particulièrement, soit par les contacts que Jean Moulin a pu y nouer, soit par les activités – en rapport avec l'action de ce dernier – qu'ils y ont abritées.

⁵Le voyage entre Lyon et Paris dure plus de six heures à cette époque.

1 La gare de Perrache

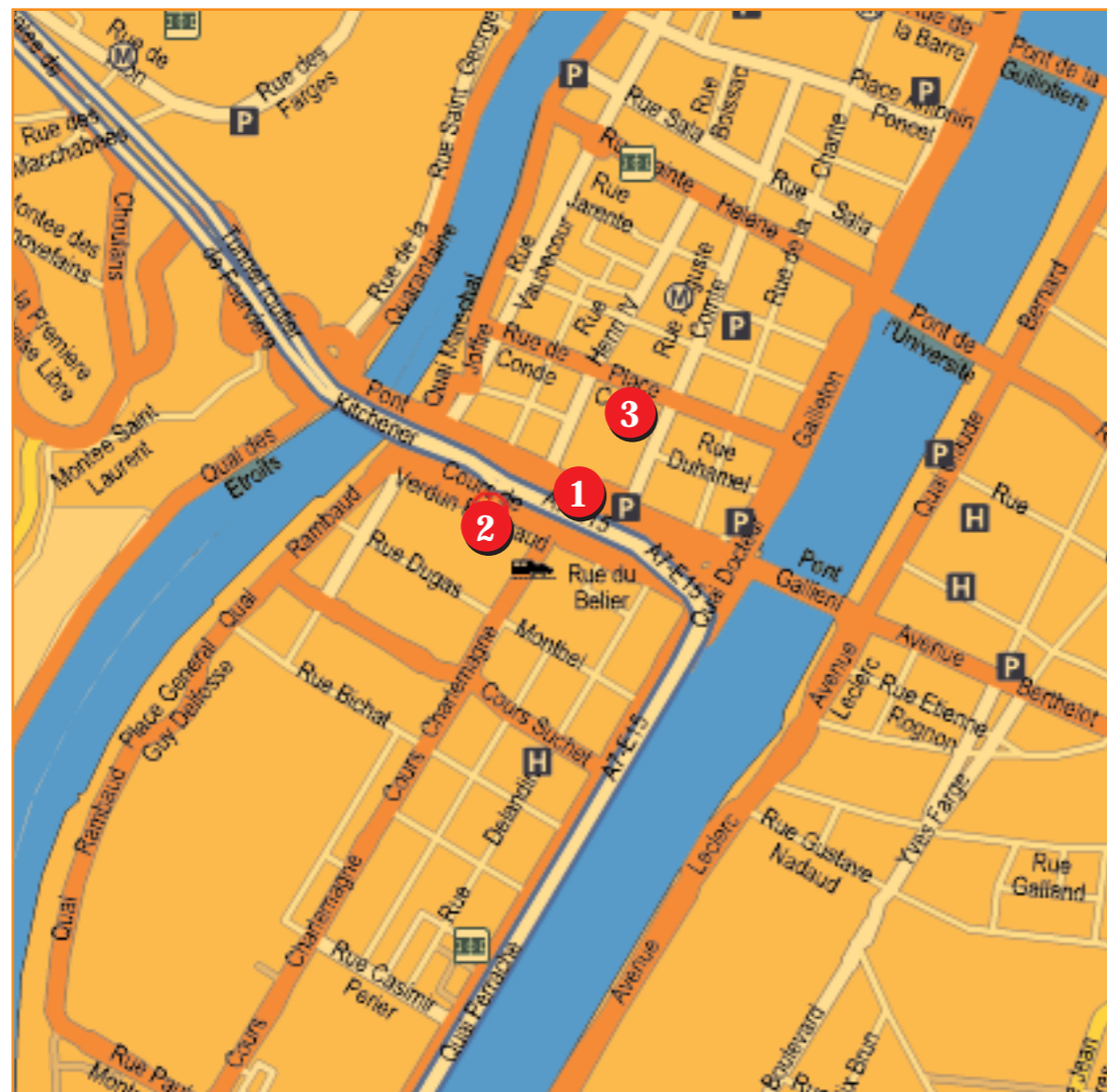
un lieu familier et essentiel pour Jean Moulin.

2 L'hôtel Terminus

le siège de la Gestapo. Dès avril 1943, celle-ci a décrypté la personnalité du délégué du général de Gaulle, sans toutefois réussir à identifier Jean Moulin.

3 La place Carnot

dernier rendez-vous avant Caluire.



1

La gare de Perrache, un lieu familier et essentiel pour Jean Moulin

Pendant la Seconde Guerre mondiale, Perrache est la gare principale de Lyon. À partir de novembre 1942, l'occupant y est très présent. Un résistant qui a souvent foulé les quais de la gare raconte :

« À la gare de Lyon-Perrache, les hauts-parleurs hurlaient des Achtung destinés aux Allemands qui montaient dans le train de Paris, occupant les voitures qui leur étaient réservées. »⁶

Les Allemands en avaient également fait un élément central de leur dispositif : les convois de ravitaillement, militaires et de déportation y transitent. D'où le bombardement de la gare par l'aviation alliée le 26 mai 1944.

C'est un lieu familier pour Jean Moulin qui, tous les vendredis soir, prend le train en direction d'Avignon. Ce moyen de transport n'est toutefois pas dépourvu de risques, car les contrôles de la police française et de la Gestapo sont fréquents. À mesure que la Résistance s'organise, les contacts se multiplient et obligent Jean Moulin à de fréquents déplacements. La gare de Perrache est un lieu crucial pour Jean Moulin : elle lui permet de planifier ses différentes actions dans le cadre de sa mission de coordinateur, comme en témoignent ses deux derniers passages dans ce lieu.

Après son voyage à Paris où s'est tenue la première réunion du Conseil national de la Résistance, le 27 mai 1943, Jean Moulin arrive à Perrache dans les derniers jours de mai 1943. De nombreuses personnes de son entourage le dissuadent d'effectuer ce voyage en zone sud, car la Gestapo commence à cerner la personnalité du délégué du général de Gaulle sans toutefois parvenir à l'identifier. Quasi inconnu en zone nord, Jean Moulin pouvait s'y cacher plus facilement. Mais désireux de poursuivre sa mission et de parachever l'unification en l'étendant au plan militaire, il part pour Lyon.

Début juin 1943, il rencontre le général Delestraint⁷ près de Perrache. Ce dernier se rend à Paris pour rencontrer les organisations militaires secrètes de la zone nord. Ce déplacement est très important car il doit préparer la fusion complète des groupes dans une armée secrète nationale.

⁶ Cité dans Gérard Chauvy, *Lyon disparu 1880-1950*
⁷ Cf. répertoire

L'hôtel Terminus est le siège de la Gestapo. Dès avril 1943, celle-ci a décrypté la personnalité du délégué du général de Gaulle, sans toutefois réussir à identifier Jean Moulin.

...2

Dès le 11 novembre 1942, l'hôtel Terminus est réquisitionné par les autorités allemandes et devient le siège de la Gestapo. Le docteur Knab en est le chef. Il a été muté à Lyon par disgrâce, après avoir servi en URSS et en Norvège. Il est entouré de quatre assistants, dont Klaus Barbie (chef du bureau IV) et Barthelmus Welti (responsable des affaires juives). Le service est divisé en six sections. Les cinq premières sont hébergées à l'École de santé militaire⁸, la sixième étant installée boulevard des Belges.



(source : Lyon, archives municipales)

Dans la matinée du 21 juin 1943, Edmée Delettraz, membre du réseau Groussard et agent double au service des Allemands – avec l'accord de ses chefs –, est convoquée par la Gestapo à l'hôtel Terminus. Elle raconte :

« [...] Les Allemands me firent la proposition suivante : "Nous allons vous présenter à un Français (qui a compris). Cet homme du nom de Didot [Hardy] faisaient partie et fait encore partie d'un service dont les attaches se trouvent à Londres. Nous avons arrêté cet homme lors d'un de ses déplacements à Paris et nous l'avons convaincu de ses erreurs passées, il a accepté de travailler avec nous, tout en restant en rapport avec Londres. Vous aurez à suivre cet homme cet après-midi et vous reviendrez nous dire dans quelle rue et dans quel immeuble il se sera rendu car il doit assister à cet endroit à une réunion des chefs de l'Armée secrète et nous pensons arrêter là tous les participants de cette réunion.»⁹

Edmée Delettraz fait mine d'accepter afin de gagner du temps pour prévenir la Résistance. Elle dépose un message, destiné à prévenir André Lassagne, dans la boîte aux lettres de Jean Lonjaret. Mais ce dernier est absent et ne peut le transmettre. Le cloisonnement de la Résistance, nécessaire pour sa sécurité, a empêché André Lassagne, Jean Moulin et les autres participants – de la réunion du 21 juin 1943 – d'être avertis du piège tendu par la Gestapo. Persuadée d'avoir alerté la Résistance à temps, Edmée Delettraz rejoint l'École de santé militaire où la Gestapo lui présente Didot. Ce dernier lui précise les détails de la filature de l'après-midi dont elle devra rendre compte à Klaus Barbie.

...3

La place Carnot : dernier rendez-vous avant Caluire.

La place Carnot est un lieu incontournable au sortir de la gare. Une statue de la République est érigée en son centre. Pendant la Seconde Guerre mondiale, cette statue lui confère une valeur symbolique. Elle est ainsi le lieu de nombreuses manifestations patriotiques (interdites par les autorités), notamment lors des 14 juillet 1942 et 1943.

Cette place, très fréquentée, est un lieu de rendez-vous pour les résistants qui peuvent se fondre dans la foule. Jean Moulin a souvent organisé ses rencontres sur cette place, personne ne pouvant imaginer que deux passants à l'apparence calme et ordinaire échangeaient des propos de la plus haute importance pour la Résistance.

C'est sur cette place que le 21 juin 1943 Jean Moulin a rendez-vous avec Raymond Aubrac à 14 heures. Il lui présente Claude Serreulles comme son nouvel adjoint aux questions militaires. Puis, les trois personnes se séparent, Jean Moulin et Raymond Aubrac prenant la direction de la ficelle de la Croix-Rousse où il doivent rejoindre le colonel Schwartzfeld pour se rendre à la réunion de Caluire.

⁸ Cf. fiche De Caluire à Montluc
⁹ Isn Daniel Cordier, Jean Moulin, *La République des catacombes*

::: 1 L'immeuble à l'angle de la rue Victor Hugo (entrée au 16) et de la rue Sala (entrée au 27)

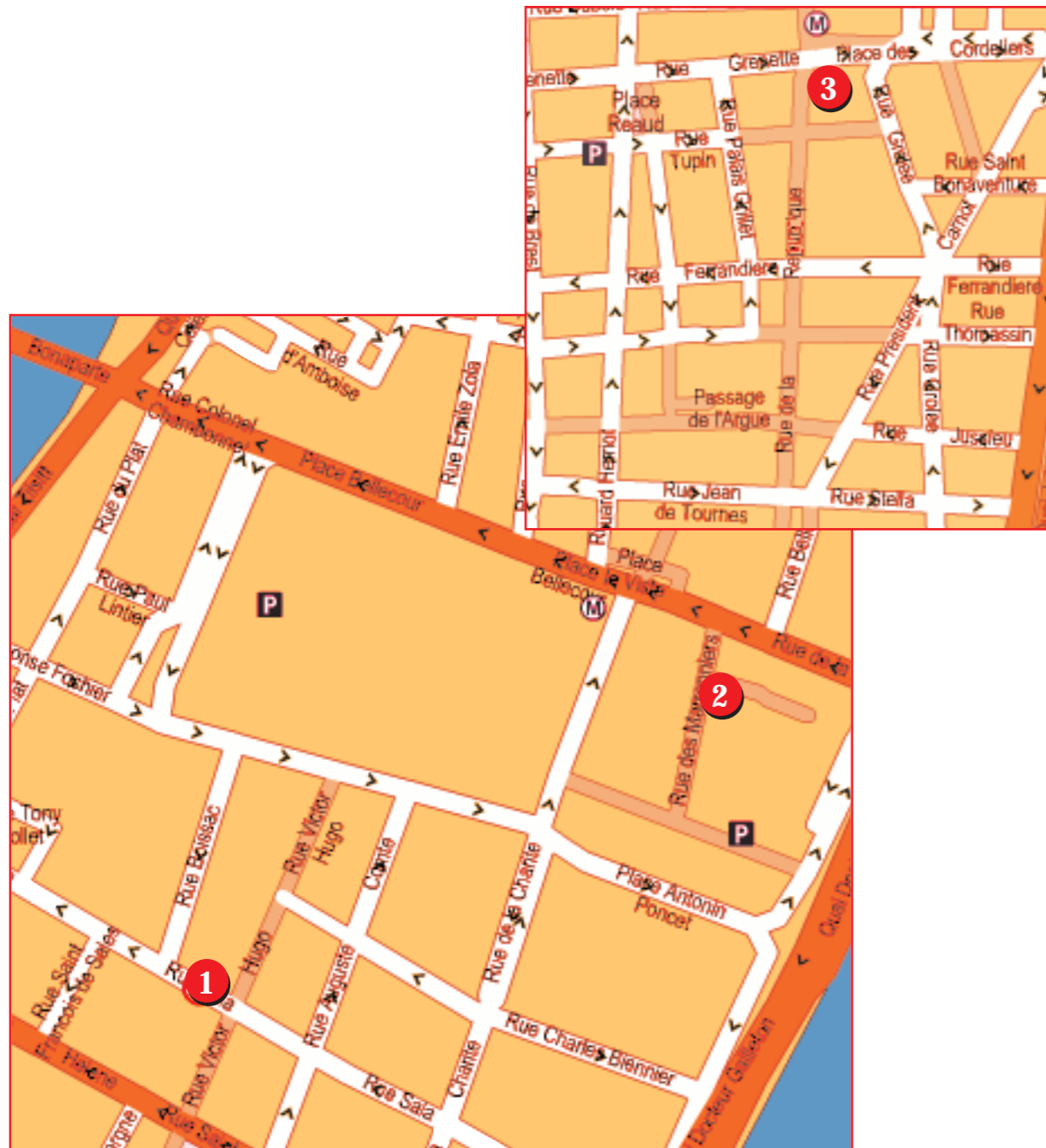
abrita le siège de France d'abord, mouvement qui naquit dans ces mêmes locaux en mars 1941. L'un des bureaux servit de PC à Jean Moulin.

::: 2 Le bureau de Tony de Graaf situé 3, rue des Marronniers

servi de point de rencontre entre Jean Moulin et les membres de la Délégation Générale.

::: 3 L'appartement de Mme Georgette Bedat-Gerbaud, 28 rue de la République

servit de centre d'émission radio et était utilisé comme lieu de réunion



L'immeuble à l'angle de la rue Victor Hugo (entrée au 16) et de la rue Sala (entrée au 27), abrita le siège de France d'abord, mouvement qui naquit dans ces mêmes locaux en mars 1941. L'un des bureaux servi de PC à Jean Moulin.

::: 1

Au cours du mois d'octobre 1942, Jean Moulin, sous le pseudonyme de Rex, entre en contact avec une organisation clandestine lyonnaise (spécialisée dans le renseignement) indépendante des trois grands mouvements : France d'abord. Un des fondateurs de ce groupe clandestin est Georges Cotton¹⁰, gérant de la *Société Nationale de Propriété d'Immeubles* qui occupe des bureaux 16, rue Victor Hugo au 8^e étage. Jean Moulin apprécie la discrétion, la simplicité, mais aussi le dévouement des responsables de ce groupe, fidèle à De Gaulle et attaché aux idées républicaines. Georges Cotton met à la disposition de Jean Moulin un de ses bureaux, ce qui lui permet de recevoir dans la clandestinité. Par ailleurs, l'immeuble possède trois issues¹¹, gage de sécurité facilitant, le cas échéant, une fuite précipitée. Un autre local est proposé au général Delestraint. Il en fait son bureau clandestin, sans cesser d'occuper et de recevoir ses collaborateurs directs au 4, avenue Leclerc, où il réside et travaille.

Apprenant l'arrestation du général Delestraint (alias Vidal), c'est au 16, rue Victor Hugo que Jean Moulin se rend, le 15 juin 1943, pour y rencontrer le colonel Schwartzfeld¹², autre membre fondateur de l'organisation. Lors de cette entrevue, Jean Moulin lui propose d'assurer l'intérim de la direction de l'Armée secrète. Pour Jean Moulin, Schwartzfeld semble être le candidat idéal : dès 1942, ce dernier a établi les bases de l'Armée secrète, reprises ensuite par Delestraint ; il est dénué de toute ambition personnelle et est fidèle au général de Gaulle. Schwartzfeld accepte le poste, sa nomination devant être confirmée au cours d'une réunion des responsables des MUR (la réunion de Caluire, le 21 juin 1943).

Le matin du 21 juin 1943, Jean Moulin se rend à nouveau au siège de France d'abord : il doit prévenir le colonel Schwartzfeld que son secrétaire Tony de Graaf (alias Maurice)¹³ viendra le chercher à 14 heures pour l'accompagner jusqu'à la gare du funiculaire. Il retrouve ensuite Maurice dans un restaurant de la rue Victor Hugo. Au cours du déjeuner, Maurice exprime des craintes à propos des mesures sécurité concernant la réunion de l'après-midi. Maurice file alors chercher le colonel Schwartzfeld, ils arrivent tous deux avec une demie-heure de retard au rendez-vous. Jean Moulin et Raymond Aubrac les attendent car ni Schwartzfeld ni Maurice ne connaissent le lieu de la réunion.



¹⁰ Cf. répertoire
¹¹ 16, rue Victor Hugo – 11, rue Boissac – 27, rue Sala
¹² Cf. répertoire
¹³ Cf. ci-après le chapitre consacré au 3, rue des Marronniers

Le bureau de Tony de Graaf situé 3, rue des Marronniers, a servi de point de rencontre entre Jean Moulin et les membres de la Délégation Générale.

...2

En novembre 1942, de retour d'Angleterre, Henri Frenay et Emmanuel d'Astier de la Vigerie retrouvent Jean Moulin pour lui remettre, outre des documents du BCRA relatifs au comité de coordination et une lettre personnelle du général de Gaulle, une somme de vingt millions destinée au financement des diverses associations.

L'argent que Jean Moulin reçoit de Londres n'est pas constitué que de francs français. Les envois se composent de livres sterling, de dollars, et même de francs suisses. Il doit transformer ces devises en monnaie nationale. Les circonstances lui apportent la solution. Il reçoit au siège de France d'abord, 16, rue Victor Hugo¹⁴, venu de la part de Frédéric Manhès¹⁵ un jeune homme que celui-ci lui avait déjà présenté courant 1941, Tony de Graaf. Ce jeune homme cherche à se rendre utile.

Comptable, ce dernier s'est installé à Lyon à la suite de son père, banquier (Louis-Henry de Graaf), qui s'y était replié.

Avec la ligne de démarcation, Lyon est devenue une place financière de première importance. Il s'est établi avec la capitale un mouvement intense d'opérations « d'arbitrage » alimentées par des liaisons clandestines. Celles-ci étaient assurées par des employés des wagons-lits quittant Paris le soir et arrivant le lendemain, aux premières heures, à Lyon. Le soir, ils se chargeaient des documents contenant des ordres de transaction. Ceux-ci étaient traités le lendemain même, dès l'ouverture de la Bourse parisienne.

Jean Moulin a eu vent de cette activité par Frédéric Manhès qui, lorsqu'il vient à Lyon pour le rencontrer, est hébergé chez Maître Klotz, qui se trouve être le beau-frère de Tony de Graaf. Louis-Henry de Graaf accepte sans hésitation de se charger des opérations de change pour le compte du délégué général de la France Libre, au mépris des risques encourus.

Quant à Tony de Graaf, Jean Moulin l'engage pour mener à bien la conduite des opérations financières.

À partir de décembre 1942, face à la masse écrasante de tâches rendues plus difficiles encore par la clandestinité, la Délégation Générale, installée à Lyon, doit s'organiser en différents services et étoffer ses effectifs. Jean Moulin charge Daniel Cordier de cette mission. C'est ainsi que Tony de Graaf, alias Maurice, se voit confier de nouvelles responsabilités, travaille avec Hélène Vernay¹⁶, rue Sainte Catherine, et occupe lui-même un bureau au 3, rue des Marronniers.

De retour de Londres en mars 1943, après avoir été nommé par le général de Gaulle délégué général du Comité national français pour l'ensemble du territoire, Jean Moulin a pour mission de parachever l'unité de la Résistance en l'étendant à la zone Nord et à toutes les organisations résistantes. Devant rédiger un rapport d'activité destiné au général de Gaulle, il décide de s'éloigner pour travailler au calme. Aussi s'installe-t-il avec Tony de Graaf dans un hôtel situé sur les bords de Saône.

En avril 1943, un nouveau secrétariat de la Délégation Générale est créé à Paris par Daniel Cordier. Jean Moulin confie à Tony de Graaf la direction de celui de la zone sud.

En juin 1943, de retour à Lyon, Jean Moulin reçoit la visite inopinée de Daniel Cordier. Ce dernier lui annonce l'arrestation du général Delestraint. Moulin demande à Cordier de repartir pour Paris, afin de mettre sur pied une action pour arracher le général Delestraint des locaux de la Gestapo. Tony de Graaf doit rester à Lyon pour préparer la réunion avec les responsables des MUR et assurer la distribution d'une partie des fonds provenant de Londres.

Le 21 juin, Tony de Graaf qui est au courant de la réunion (il a contacté différents participants) mais ignore le lieu de rendez-vous, déjeune en compagnie de Jean Moulin. En début d'après midi, il amène le colonel Schwarzfeld à « la ficelle » de

¹⁴ Cf. ci-dessus la partie sur 16, rue Victor Hugo

¹⁵ Cf. répertoire

¹⁶ Cf. fiche Les pentes de la Croix-Rousse.

L'appartement de Georgette Bedat-Gerbaud, 28, rue de la République, servi de centre d'émission radio et était utilisé comme lieu de réunion par Jean Moulin.

...3

Professeur de chant et de piano, Georgette Bedat-Gerbaud s'engage dans la Résistance au cours de l'année 1942. Elle est recrutée par Daniel Cordier (alias Alain) et travaille pour la Délégation Générale à compter d'octobre 1942.

Boîte aux lettres (cette boîte parmi d'autres servait à la transmission des messages codés de la Résistance), elle cache également des Anglais et des Américains, stocke des armes et des documents. Son appartement est aussi un centre d'émission radio et sert de lieu de réunion à Jean Moulin dont elle ignore le nom. Celui-ci y séjournera à trois reprises.

Georgette Bedat-Gerbaud héberge également des opérateurs radio.

En avril 1943, Jean Moulin qui travaille à l'unification nationale de la Résistance, tient à clarifier la situation et demande la convocation du comité directeur des MUR. Ce dernier se réunit chez Madame Bedat-Gerbaud. Henri Frenay et le général Delestraint sont présents mais Emmanuel d'Astier de la Vigerie et Jean-Pierre Lévy se sont fait représenter. Jean Moulin expose le résultat de son voyage à Londres et, notamment, la double décision prise avec De Gaulle : confier au général Delestraint l'ensemble de la direction de l'Armée secrète, c'est-à-dire l'extension de son autorité à toute la France ; constituer le Conseil national de la Résistance, mission qui échoit à Moulin. Ces deux décisions sont mal accueillies par Henri Frenay. Le différend qui l'oppose à Jean Moulin a de fâcheuses répercussions sur l'unification tant recherchée.

Soupçonnée en raison de ses nombreuses allées et venues, Georgette Bedat-Gerbaud est dénoncée à la Gestapo qui détruit sa boîte aux lettres dans le courant de l'année 1943.

::: 1 Le bureau d'Hélène Vernay, rue Sainte-Catherine

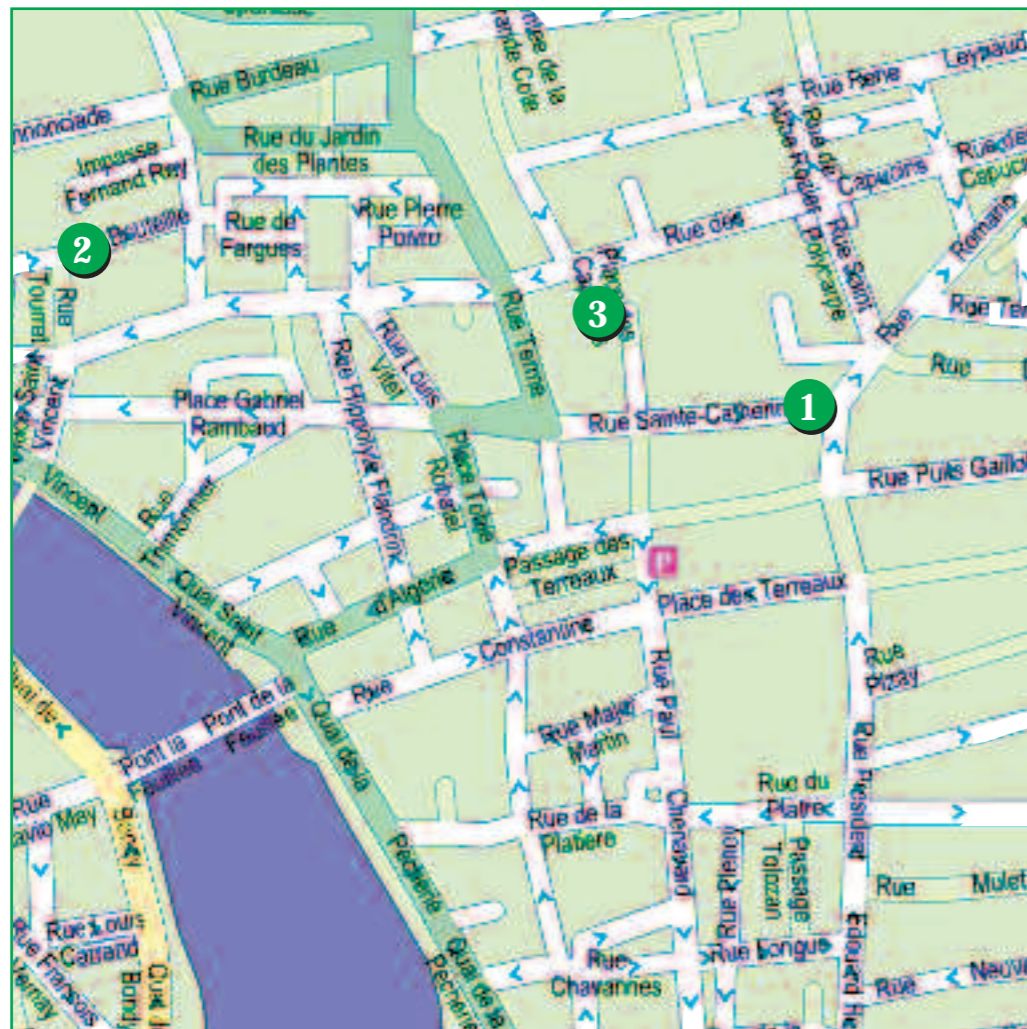
n'a jamais été fréquenté par Jean Moulin. Ce dernier eut néanmoins de nombreux contacts avec les membres du secrétariat de la Délégation Générale, dont Hélène Vernay.

::: 2 Les traboules de la Croix-Rousse

permettent de joindre à couvert la presqu'île au plateau de la Croix-Rousse.

::: 3 L'immeuble 1, place des Capucins

était l'un des postes de commandement de Jean Moulin à Lyon.



::: 1

Le bureau d'Hélène Vernay, rue Sainte-Catherine, n'a jamais été fréquenté par Jean Moulin. Ce dernier eut néanmoins de nombreux contacts avec les membres du secrétariat de la Délégation Générale, dont Hélène Vernay.

Hélène Vernay habite à Trévoux (Ain) avec ses parents qui sont correspondants locaux du Progrès, lorsqu'en 1941, elle héberge un soldat anglais évadé en partance pour l'Espagne. L'année suivante, elle porte assistance à quelques officiers serbes évacués d'Allemagne, travaillant pour l'Intelligence Service à Lyon et devant rejoindre l'Angleterre.

Début 1943, elle est engagée par Daniel Cordier pour œuvrer au sein des MUR à Lyon. Elle est affectée à la Délégation Générale où elle commence par être chargée du courrier, avant de devenir secrétaire. Elle s'installe dans un bureau, rue Sainte-Catherine, sa couverture étant la vente de dentifrice. Elle travaille avec Tony de Graaf (alias Maurice), tape des rapports, reçoit des agents de liaison, etc. Jean Moulin ne mettra jamais les pieds rue Sainte-Catherine. Cependant, Hélène explique :

« Je tape de longs rapports pour un certain chef Max. Je sais que ces rapports sont ensuite codés et transmis à Londres au général de Gaulle. Le travail de Max en France ne semble pas facile, d'après les rapports. »¹⁷.

En juin 1943, Jean Moulin qui attend le retour du général Delestraint et le parachutage pour le 15 d'une importante somme d'argent destinée à la Délégation Générale, à la Résistance et au maquis, ne souhaite pas rester à Lyon sans pour autant trop s'en éloigner. Son secrétaire Maurice (Tony de Graaf) lui propose une retraite calme et sûre dans la famille d'Hélène Vernay. Le témoignage de cette dernière montre qu'elle ne connaît pas la véritable identité de Max mais qu'elle l'a côtoyé :

« Maurice me demanda si je pouvais recevoir chez mes parents à Trévoux un ami résistant peintre qui avait besoin de repos. Je répondis : "mais bien sûr". Nous avons rendez-vous au départ du train bleu quai de la Pêcherie »¹⁸.

Après le 21 juin 1943, jour de l'arrestation de Caluire, et jusqu'au mois de juillet 1943, Hélène reste seule au bureau de la rue Sainte-Catherine pour assurer le travail, relever les boîtes à lettres compromises et fixer des rendez-vous.

Recrutée par le capitaine Drouot pour le déchiffrement des messages envoyés de Londres à Paris, elle quitte Lyon, alors qu'elle est recherchée par la Gestapo.

¹⁷ Témoignage de Mme Hélène Vernay van Dievoort.

¹⁸ Idem

Les traboules de la Croix-Rousse permettent de joindre à couvert la presqu'île au plateau de la Croix-Rousse.

...2

Ce réseau de passages couverts entre les immeubles et secret pour les étrangers au quartier est largement utilisé par les membres des équipes qui travaillent avec Jean Moulin. Les traboules sont idéales pour transporter discrètement les lourdes valises de « lignes de blocs » de plomb des ateliers de linotypistes jusqu'aux imprimeries clandestines installées dans le quartier. Elles permettent aussi de se rendre aux rendez-vous secrets, un suiveur éventuel de la Gestapo étant plus facilement repérable et presque certain de se perdre dans ce dédale. Elles peuvent également servir à déposer des colis, récupérés par un autre membre du réseau. Elles abritent enfin de nombreuses boîtes aux lettres.

Située dans une entrée d'immeuble particulièrement sombre, à deux sorties, donnant sur une traboule, la boîte aux lettres de Madame Dumoulin située au 14, de la rue Bouteille servait à la transmission des messages codés de la Résistance, tout particulièrement aux membres des équipes qui travaillaient avec Jean Moulin. Cette boîte aux lettres était utilisée entre autres par René Hardy, officier de renseignement dans le groupe paramilitaire de Combat et nommé par Frenay chef de l'organisation Sabotage-Fer en 1943. Elle lui servait à communiquer avec Henry Aubry, chef d'état-major du général Delestraint. Les services allemands finirent par mettre cette boîte aux lettres sous surveillance. Ils purent ainsi lire les messages déposés dans la boîte avant de les y replacer. C'est l'interception du message imprudent, car rédigé en clair, par lequel Aubry demandait à Hardy de rencontrer Delestraint à Paris le 9 juin à la sortie du métro *La Murette*, qui conduisit à l'arrestation de ce dernier.

L'immeuble 1, place des Capucins, était l'un des postes de commandement de Jean Moulin à Lyon.

...3

Dans cet immeuble, situé au cœur du quartier des pentes de la Croix-Rousse, Jean Moulin louait, sous un faux nom, un appartement.

C'est là que le secrétaire particulier du général Delestraint, François-Yves Guillin, se rend le 12 juin 1943 pour avertir Jean Moulin de l'arrestation de son patron. Il raconte :

« En catastrophe, j'arrive avant 9 heures place des Capucins, où se trouve le bureau et le secrétariat, que nous appelions "la boîte à Max". Je grimpe à l'étage, parcours ce long couloir vitré, frappe à la porte au fond à droite. Un jeune homme roux m'ouvre : c'est De Graaf, je l'ai déjà rencontré. Il commence d'abord par refuser de me laisser parler à Max. "Vidal est arrêté !", lui dis-je. Bouleversé, De Graaf frappe à la porte d'une pièce qui donne dans le bureau. Max apparaît, atterré par la nouvelle, et pendant qu'il m'interroge sur ce que je sais et comment je le sais, il s'appuie sur le chambranle de la porte, comme accablé »¹⁹.

Daniel Cordier, secrétaire de Jean Moulin, donne une autre version des faits :

« Jean Moulin, ignorant ces événements, quitta Lyon le samedi 12 pour passer la Pentecôte chez les parents de sa secrétaire à Trévoux, dans l'Ain. [...] Rentré à Lyon dans la soirée du lundi 14 juin, il apprit l'arrestation de Delestraint. Ce détail révèle la lenteur des communications à l'intérieur de la Résistance, source permanente de malentendus, de méfiances et d'imprudences. J'étais venu spécialement de Paris pour l'informer »²⁰.

Arrivé depuis deux jours à Lyon, Daniel Cordier cherche désespérément Jean Moulin. Personne n'est en mesure de lui fournir la moindre indication. Le soir du 14 juin, quelques instants après avoir rejoint sa chambre de la place Raspail (Lyon 7e), Jean Moulin reçoit la visite inopinée de Daniel Cordier qui lui apprend la nouvelle de l'arrestation du général Delestraint.

Ces deux versions ne sont qu'un exemple des points encore non éclaircis de la vie de Jean Moulin et de la difficulté pour les historiens de retracer le parcours de cet homme. La clandestinité et le secret dans lesquels vivait Jean Moulin laisse une partie de son parcours dans l'ombre. Les témoignages permettent, dans une certaine mesure, de retrouver les lieux qu'il fréquenta et les contacts qu'il y noua. Néanmoins, comme tous les témoignages, leur valeur reste relative. Il est important de les soumettre à une étude critique et de les comparer avec d'autres sources.



¹⁹ In François-Yves, Guillin, *Le général Delestraint. Premier chef de l'Armée Secrète*
²⁰ In Daniel Cordier, Jean Moulin, *La République des catacombes*

::: 1 La maison du docteur Dugoujon, place Castellane, à Caluire

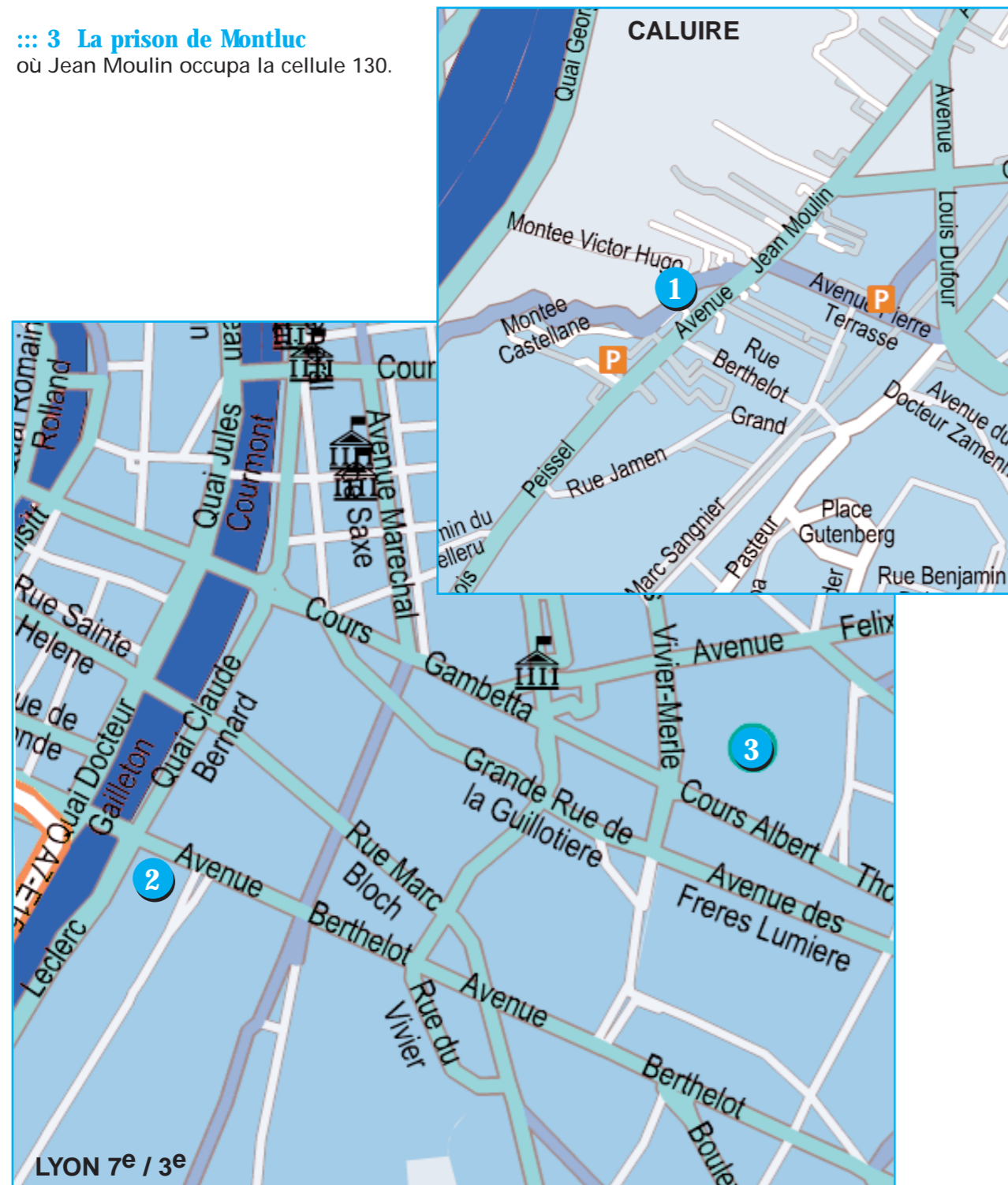
est le lieu fixé pour la réunion du 21 juin 1943.

::: 2 L'École du service de santé militaire,

siège de la Gestapo : Barbie y a procédé aux interrogatoires de Jean Moulin sous la torture.

::: 3 La prison de Montluc

où Jean Moulin occupa la cellule 130.



:::1

La maison du docteur Dugoujon, place Castellane, à Caluire, est le lieu fixé pour la réunion du 21 juin 1943.

Jean Moulin écrit une lettre au général de Gaulle pour l'informer de l'arrestation du général Delestraint : « Mon général. Notre guerre, à nous aussi, est rude. J'ai le triste devoir de vous annoncer l'arrestation par la Gestapo, à Paris, de notre cher Vidal... Il s'est trop exposé, il a trop payé de sa personne. ».

Après quoi, Jean Moulin décide d'organiser une réunion des responsables militaires de la zone sud afin de couper court aux manœuvres de Combat pour s'assurer le contrôle de l'Armée secrète. Ce n'est que le samedi 19 juin que Jean Moulin fixe au lundi 21 juin (soit la veille de la réunion d'état-major du comité directeur des MUR) la réunion des responsables militaires.

André Lassagne, membre du mouvement Libération, est chargé de trouver un lieu sûr pour cette réunion. Le dimanche 20 juin, il se rend chez un ami, le docteur Dugoujon, en qui il a toute confiance. Ce dernier accepte de prêter sa maison et la couverture de son cabinet médical pour la réunion du lendemain. Dugoujon ne pose pas de questions : « Moins tu m'en diras, mieux ce sera ».

Docteur en médecine, âgé de 30 ans, Frédéric Dugoujon est installé dans cette maison depuis 1938. Situé dans la proche banlieue lyonnaise, le lieu présente un certain nombre d'avantages : n'ayant jamais servi pour une réunion clandestine, il ne pouvait attirer les soupçons ; il n'y avait pas de constructions aux alentours et l'on pouvait y accéder facilement par le tramway n° 33 en provenance de la Croix-Rousse.

La réunion est fixée à 14 heures, huit personnes doivent y prendre part :

- **André Lassagne** et **Raymond Aubrac** pressentis par Jean Moulin pour être inspecteurs de l'Armée secrète, respectivement en zone sud et en zone nord
- **Bruno Larat**, chef de la centrale des opérations aériennes
- **Le colonel Schwartzfeld**, choisi par Jean Moulin pour assurer l'intérim à la tête de l'Armée secrète
- **Le colonel Lacaze**, chef du 4e bureau de l'Armée secrète
- **Henri Aubry**, chef d'état-major du général Delestraint
- **Claude Serreules**, adjoint aux questions militaires de Jean Moulin et nouvellement arrivé de Londres
- **Jean Moulin**



...1

À l'exception de Larat et Lacaze, qui doivent s'y rendre directement, Schwartzfeld a rendez-vous avec Aubrac et Moulin, tandis que Lassagne et Aubry se rejoignent au pied du funiculaire de la Croix-Rousse pour aller ensemble chez le docteur Dugoujon.

Mais un changement capital intervient dans le choix des participants : sur ordre de Pierre de Bénouville²¹, Aubry vient à la réunion accompagné de René Hardy. Or Jean Moulin se méfiait de Hardy qui, de surcroît, n'a pas été invité à cette assemblée déjà trop nombreuse.

À 13 h 30, le colonel Lacaze arrive à Caluire pour, comme il l'explique, « [...] inspecter les lieux. Je n'ai trouvé là qu'un véritable cantonnier »²². La maison se trouve sur une place découverte rendant difficile la mise en place d'un dispositif d'embuscade. La seule porte donne sur la place qui devient ainsi un goulet d'étranglement. Ne voyant rien d'anormal, le colonel Lacaze sonne. La bonne le fait monter au deuxième étage où doit avoir lieu la réunion.

Vers 14 h 45, Lassagne, à bicyclette, rejoint Aubry et Hardy au départ du funiculaire, place Croix-Paquet. Il exprime son étonnement devant la présence non prévue de Hardy. Celui-ci déclare :

« [...] qu'il ne comptait pas assister à la réunion, mais seulement voir Max quelques instants avant pour une affaire concernant son service. »²³

Par mesure de sécurité, Lassagne monte avec sa bicyclette dans le premier funiculaire en partance. Aubry et Hardy attendent le suivant et retrouvent à l'arrivée Lassagne qui leur indique de prendre le tramway n° 33 et de descendre à l'arrêt suivant celui de la place Castellane. Les trois hommes pénètrent ensemble dans la villa du docteur. Comme prévu, la bonne les conduit dans la chambre où ils retrouvent le colonel Lacaze, bientôt rejoint par Lerat qui a manqué son rendez-vous avec Serreulles (celui-ci, ne connaissant pas bien Lyon, s'est trompé d'adresse).

Les cinq hommes, réunis chez le docteur Dugoujon, attendent Moulin, Aubrac et le colonel Schwarzfeld.

Jean Moulin ayant retrouvé Aubrac, place Carnot, ils prennent ensemble le tramway jusqu'au funiculaire, place Croix-Paquet. Là, ils attendent le colonel Schwarzfeld qui arrive avec une demi-heure de retard. Ils prennent tous trois le tramway n° 33 et arrivent chez le docteur avec, au total, trois quarts d'heure de retard. Aussi, la bonne, les prenant pour des clients ordinaires, les fait entrer dans la salle d'attente au rez-de-chaussée où se trouvaient déjà d'autres

[page 2] / 4

²¹ Cf. répertoire

²² Procès de René Hardy devant le tribunal militaire de Paris, audience du 3 mai 1950, déposition du colonel Albert Lacaze,

in *Daniel Cordier, Jean Moulin, la République des catacombes*

²³ Laure Moulin, *Jean Moulin*, p. 358

...1

Vers 15 heures, peu après leur arrivée, trois tractions noires stoppent place Castellane. Une dizaine d'hommes armés en descendent et se dirigent vers la maison du docteur Dugoujon. Raccourant une jeune fille et sa mère vers la porte, le docteur Dugoujon raconte :

« J'ai ouvert la porte, je me suis retrouvé en présence de 5 ou 6 hommes armés qui m'ont dit "Police allemande, vous avez une réunion chez vous. »²⁴

Les hommes de la Gestapo, sous la conduite de Barbie, grimpent d'abord au premier étage où se trouvent Hardy, le colonel Lacaze, Lassagne et Aubry. Ils bousculent, hurlent, fouillent, menottent et plaquent chacun d'eux au mur avant de commencer les interrogatoires. Ils s'acharnent sur Lassagne, Larat et Aubry. Pendant que les Allemands s'activent au premier étage, au rez-de-chaussée, Jean Moulin et Raymond Aubrac parviennent à se défaire des rares papiers en leur possession et susceptibles de constituer des pièces à charge. Le docteur Dugoujon explique :

« Max, qui avait pris ses précautions, a exhibé une lettre d'un médecin qui m'était destinée et qui avait pour but de me demander un spécialiste pour les rhumatismes. Je me souviens, c'est l'explication qu'il a donné devant moi. »²⁵

Les Allemands font sortir les patients non suspects tandis que les autres personnes sont embarquées dans les voitures. Contrairement aux autres, Hardy, non menotté, réussit à s'enfuir et à se cacher dans un fossé en contrebas de la place. Tous les prisonniers sont emmenés à l'École de santé militaire de Lyon transformée en quartier général de la répression de la Gestapo. Arrêté avec les participants de la réunion, le docteur Dugoujon est interrogé dans les locaux de l'école de santé et emprisonné à Montluc, avant d'être transféré à Paris, le 26 juin 1943, pour y être encore interrogé puis jugé par le tribunal militaire allemand du grand Paris, à Fresnes. André Lassagne a beaucoup fait pour disculper son ami qui a été libéré en janvier 1944, en même temps que le colonel Lacaze, père de famille nombreuse.

Revenu à Caluire, le docteur Dugoujon a retrouvé sa maison. Pillée pendant son absence, il a pu à nouveau s'y installer grâce à l'aide de voisins, et reprendre ses activités de médecin qu'il a exercées jusqu'à sa retraite.

[page 3] / 4

²⁴ Procès de René Hardy devant la cour de justice de la Seine, audience du 21 janvier 1947, déposition de Frédéric Dugoujon,

in *Daniel Cordier, Jean Moulin, la République des catacombes*

²⁵ Ibid.

1

Aujourd'hui inoccupée, la maison se tient sur la place rebaptisée Gouailhardou. Propriété du Conseil général du Rhône, la bâtisse est en mauvais état et devra être réhabilitée avant d'être ouverte au public. Théâtre d'un des faits tragiques de l'histoire de la Résistance, la maison deviendra alors un lieu de mémoire : le mémorial Jean Moulin, pôle d'un circuit comprenant le Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation et la prison Montluc. Pour Gisèle Pham, en charge de ce projet, il faut conserver cet héritage et le transmettre à tous et en particulier aux jeunes.

[page 4] / 4

L'École du service de santé militaire, siège de la Gestapo : Barbie y a procédé aux interrogatoires de Jean Moulin sous la torture.

2

Le bâtiment situé 14, avenue Berthelot abrite à partir de mai 1943 des locaux de la Gestapo. C'est dans ces lieux que de nombreux résistants et Juifs sont amenés pour être interrogés sous l'autorité de Klaus Barbie. Détenus à Montluc, les prisonniers étaient transférés dans la journée à l'école de santé pour y subir des interrogatoires dans les caves du bâtiment. Les moyens employés par les tortionnaires étaient gradués : ils commençaient par faire appel au « patriotisme » du résistant en lui rappelant la nécessité de la collaboration. Si ces tentatives de séduction échouaient, ils usaient d'intimidation, menaçant de représailles la famille du prisonnier, en particulier. Ils utilisaient également la torture, frappant la victime avec des gourdins, des bâtons ou tout ce qui leur tombait sous la main.

Le 21 juin 1943, arrivés en fin d'après-midi à l'école de santé, Jean Moulin et les autres suspects furent longuement interrogés. Aubry raconte :

« À un moment donné, alors que nous sommes en train de recevoir des coups, un grand bonhomme à la mine patibulaire, du genre des sbires de la Gestapo tels que nous les connaissions, arrive et dit en français, en jetant une liasse de courrier : Max est parmi eux. »²⁶

Sachant qu'ils détiennent le chef de la Résistance sans pouvoir déterminer lequel des prisonniers est Moulin, les Allemands préfèrent garder tout le monde par prudence. Les interrogatoires se poursuivent.

Le matin du 22 juin, Barbie n'a toujours pas identifié Jean Moulin parmi les prisonniers. Il s'acharne donc sur ceux dont l'activité de résistant est avérée : Aubry, Lerat et Lassagne. Ce dernier est durement malmené pendant quarante-huit heures car Barbie l'avait pris pour Moulin.

Vers le 25 juin, Aubry, épuisé, désigne Jean Moulin à ses bourreaux. À partir de ce moment, Barbie interroge personnellement Jean Moulin. Lors de son procès, Barbie déclara :

« Bien qu'il ne m'ait rien avoué, Moulin n'a pas été maltraité par nos services à Lyon. »²⁷

[page 1] / 2

²⁶ Témoignage d'Henri Aubry, cité par Henri Noguères, *Histoire de la Résistance en France*
²⁷ Cité dans Daniel Cordier, *Jean Moulin, la République des catacombes*

... 2

Tous les témoignages doivent être entendus par l'historien, quel qu'en soit l'auteur. Néanmoins, celui de Barbie semble particulièrement suspect : tous les résistants s'accordent pour affirmer le contraire. Le docteur Dugoujon explique

« Le jeudi [24 juin] il était ramené peu avant la tombée de la nuit. Il était soutenu par des soldats de la prison qui l'ont veillé toute la nuit, qui lui ont donné à boire et qui lui ont passé des linges frais sur la figure. »²⁸

Raymond Aubrac dit également avoir

« vu Jean Moulin trois jours après l'arrestation [...] par l'œilleton, il était décomposé, blessé, meurtri et soutenu sous chaque aisselle par un homme en civil. »²⁹

Le 28 juin 1943, Jean Moulin est transféré à Paris pour y être de nouveau interrogé au 84, avenue Foch, siège parisien de la police de sécurité du Reich.

Le 26 mai 1944, le bâtiment de l'école de santé fut en partie détruit par un bombardement. Quatorze agents de la Gestapo furent tués et de nombreuses archives partirent en fumée. La Gestapo se replia alors dans de nouveaux locaux, situés place Bellecour.

Le Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation a été symboliquement aménagé dans l'ancienne école de santé.

[page 2] / 2

²⁸ Cité dans Daniel Cordier, *Jean Moulin, la République des catacombes*
²⁹ Ibid.

... 3

La prison de Montluc où Jean Moulin occupa la cellule 130

Située dans le troisième arrondissement de Lyon, face au fort militaire, la prison de Montluc a été édifée en 1921. Elle accueille au début de la guerre les premiers résistants poursuivis pour «menées antinationales», c'est-à-dire principalement la distribution de tracts contre le régime de Vichy. Lorsqu'en novembre 1942, la Wehrmacht envahit la zone libre, la Gestapo occupe les lieux et y incarcère les résistants arrêtés. Ceux désignés pour l'interrogatoire partent le matin pour l'école de santé où ils passent la journée sans nourriture. Ils sont de retour vers 19 heures ; une soupe leur est distribuée dans le hall avant le retour en cellule.



À la suite de l'arrestation du 21 juin 1943 à Caluire, Jean Moulin et ses compagnons sont transférés à Montluc. À son arrivée, Jean Moulin est répertorié sur le registre d'écrou sous le pseudonyme de Jacques Martel. Jean-Pierre Azéma commente les annotations du registre écrites à partir « des vrais-faux papiers de Jean Moulin : il fut écroué à la prison de Montluc sous le nom de Jacques Martel, né le 29 avril 1897 à Picquigny (il est vraisemblable que l'État-civil de cette bourgade de la Somme avait disparu dans la tourmente de 1940). Se disant décorateur (il pouvait faire montre d'aptitudes en la matière), habitant 17, rue Renan (c'était son ancien domicile), il avait indiqué qu'il était célibataire et catholique (donc non juif). »³⁰

Jean Moulin occupait la cellule 130, située en face de celle du docteur Dugoujon qui témoigne :

« [...] je l'ai vu le mardi [22 juin] au matin à la toilette, le mardi après-midi à la promenade qui consistait à tourner dans la cour pendant un petit moment. Max s'était mis à côté de moi et, à la fin de la promenade il a pu me dire cette phrase que je trouve bien émouvante : "Je vous souhaite bon courage". [...] Le mercredi à 2h, par l'œillère de la porte de la cellule à laquelle j'étais rivé pour tuer le temps, j'ai vu arriver deux ou trois policiers allemands qui l'ont emmené d'une façon brutale et l'ont ramené le soir avec un pansement autour de la tête et il boîtit. »³¹

[page 1] / 2

³⁰ In Jean-Pierre Azéma, *Jean Moulin, le rebelle, le politique, le résistant*
³¹ Cité dans Daniel Cordier, *Jean Moulin, la République des catacombes*

3

Vers le 24 juin, Raymond Aubrac l'a également aperçu, il raconte :

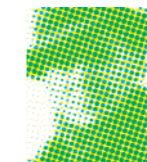
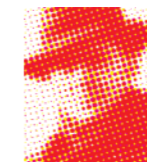
« J'ai vu Jean Moulin trois jours après l'arrestation par une suite de circonstances fortuites : ma cellule était en face de l'escalier qui descendait au second étage et il y avait un petit œilleton qu'on a bouché plus tard ; j'ai vu Jean Moulin par cet œilleton, il était décomposé, blessé, meurtri et soutenu sous chaque aisselle par un homme en civil. »³²

Quant à Christian Pineau³³, détenu lui aussi à Montluc, il affirme qu'il fut appelé, sur ordre allemand, pour raser Jean Moulin, laissé sans connaissance sous la torture.

Le 28 juin, probablement, Barbie transfère Jean Moulin à Paris, sur ordre de ses supérieurs. André Lassagne, le colonel Lacaze, le colonel Schwarzfeld, le docteur Dugoujon, Henri Aubry et sa secrétaire, Madame Raisin sont envoyés à Fresnes.

Après la guerre, des statistiques officielles font état de 7 731 Français ou étrangers internés à Montluc du 11 novembre 1942 au 24 août 1944. Parmi eux, 622 auraient été fusillés, 2 565 déportés (dont 840 rapatriés), 2 104 auraient été libérés. On ignore le sort des 2 440 autres personnes incarcérées à Montluc. La grande majorité de ces internés était domiciliée dans le département du Rhône (environ 6 000). D'après les divers témoignages, les conditions de détention y étaient particulièrement pénibles.

[page 2] / 2



LEXIQUE
REPERTOIRE
BIBLIOGRAPHIE

Armée secrète (AS)

À la suite de sa rencontre avec le général de Gaulle en novembre 1941, Jean Moulin a pour mission de réaliser la fusion des différents groupes paramilitaires des mouvements de résistance de la zone sud en une armée de la Résistance. Après avoir convaincu les responsables de Combat, Libération et Franc-Tireur, de regrouper leurs appareils paramilitaires, Jean Moulin cherche un chef pour l'Armée secrète.

Dès septembre 1942, le général Delestraint en prend la direction. Organisée comme une armée conventionnelle, l'AS est placée sous l'autorité du général de Gaulle. Elle prend modèle sur l'organisation du mouvement Combat qui a mis en place des groupes locaux, départementaux et nationaux. Sur le plan militaire, l'AS a pour mission d'aider par les armes au débarquement allié en métropole. Sur le plan politique, elle doit préparer l'action insurrectionnelle qui, entraînant le renversement du gouvernement de Vichy, permettra l'instauration d'un gouvernement de Libération.

Elle recrute au sein des mouvements : en mai 1943, on estime qu'elle compte près de 210 000 hommes en France métropolitaine.

Bureau central de renseignement et d'action (BCRA)

En juillet 1940, pressé par les Britanniques soucieux d'avoir des informations sur la France occupée, le général de Gaulle organise un service de renseignement qu'il confie au capitaine Dewavrin (alias Passy). À la tête de ce service, Passy est chargé d'organiser et de conduire des opérations de renseignement sur son propre pays depuis l'Angleterre. Sur l'insistance des Britanniques, les missions se diversifient : évasions d'agents de liaisons et de personnalités, contre-espionnage et sabotages. Les liaisons entre le BCRA et les réseaux qu'il a organisé en France, s'effectuent par radio, parachutages ou courriers transmis par la Suisse, l'Espagne ou le Portugal, le plus souvent par avion.

À partir de l'automne 1941, une conception plus politique de l'action clandestine se fait jour. Arrivé à Londres en octobre 1941, Jean Moulin révèle l'émergence des mouvements de résistance et souligne la nécessité de soutenir et d'encadrer la lutte. Selon lui, il convient d'éviter que le PCF ne devienne le fédérateur d'une Résistance dont le ralliement à De Gaulle constituerait une légitimation. En juillet 1942, le Bureau central de renseignement et de l'action militaire (BCRAM) devient le BCRA, la disparition du terme militaire étant significative. Ainsi, s'affirme une conception originale du renseignement qui associe éléments militaires et politiques. Ce même esprit préside, en novembre 1943, à la constitution des services secrets du Comité français de libération nationale dans lesquels se fond le BCRA.

Le Conseil national de la Résistance parachève l'unification de la Résistance intérieure dont De Gaulle a confié la réalisation à Jean Moulin. Il est officiellement créé le 27 mai 1943, lors d'une réunion tenue à Paris, sous la présidence de Jean Moulin. Celui-ci est, depuis une instruction du général de Gaulle datée du 21 février 1943, le seul représentant permanent du chef de la France Libre et du comité national pour l'ensemble du territoire métropolitain.

Le CNR fédère seize formations : huit mouvements de Résistance (les trois des MUR et, pour la zone nord, l'OCM, Libération-Nord, Ceux de la Résistance, Ceux de la Libération, et le Front national de lutte pour l'indépendance de la France), six tendances politiques (communistes, socialistes, radicaux, démocrates-chrétiens, l'Alliance démocratique – droite parlementaire – et l'Union républicaine) et deux syndicats (la CGT et la CFTC). La composition du CNR signifie donc le retour des partis politiques.

Le CNR met en place un certain nombre d'organismes qui doivent permettre d'opérer la transition avec le gouvernement de Vichy à la Libération. Il rédige un programme, connu sous le nom de « programme du CNR », qui inspirera de nombreuses mesures prises à la Libération.

Dans le courant de l'année 1942, la fusion des mouvements de résistance apparaît comme indispensable. Le comité de coordination de la zone sud, créé à Londres en octobre 1942, se réunit pour la première fois à Lyon le 27 novembre 1942, sous la présidence de Jean Moulin. Il est composé d'Henri Frenay (Combat), d'Émile Astier de la Vigerie (Libération), Jean-Pierre Lévy (Franc-Tireur) et du général Delestraint (à la tête de l'Armée secrète).

Le 26 janvier 1943, les Mouvements Unis de la Résistance le remplace. Le comité directeur des MUR, présidé par Jean Moulin, est composé d'Henri Frenay, commissaire aux affaires militaires, d'Émile Astier de la Vigerie, commissaire aux affaires politiques et de Jean-Pierre Lévy, commissaire aux renseignements.

Au sein de cette organisation, chaque commissaire dispose d'un centre de commandement et d'un service de propagande indépendant. Chaque mouvement conserve sa propre presse et ses liaisons radio.

À la suite de l'affaire de Caluire et face à la nécessité de la coordination en zone nord, la direction des MUR quitte Lyon pour la ville de Paris, au mois d'août 1943. La fusion est alors pratiquement achevée, Paris devient le centre de décision. Par la suite, les MUR prennent le nom de Mouvements de la Libération Nationale (MLN).

Conseil national de la Résistance (CNR)

Mouvements unis de la Résistance (MUR)

ALBRECHT (Bertie)

Ce répertoire ne prétend pas être exhaustif. Néanmoins, il permettra de situer les différentes personnes évoquées dans les fiches du parcours, proches de Jean Moulin et impliquées dans son action à Lyon.

Berthe Wild (1893-1943) est issue d'une famille de négociants suisses, de confession luthérienne. Épouse du banquier hollandais Frédéric Albrecht, installé à Londres, Bertie ne trouve pas dans son agréable vie mondaine la réponse à ses aspirations. Féministe militante, elle est proche du mouvement du contrôle des naissances et de l'émancipation féminine, affiche des idées de gauche, proches du communisme. Avec l'accord de son mari, elle s'installe en France où, dès 1935, elle noue des relations avec Henri Frenay. Tous deux rencontrent des réfugiés allemands qui les informent des horreurs nazies.

Bien qu'à l'abri des besoins financiers, Bertie Albrecht décide de travailler. Elle obtient un diplôme d'assistante sociale et devient, en 1938, surintendante d'usine.

Quand la guerre éclate, Bertie Albrecht travaille chez Fulmen à Clichy et suit l'usine repliée à Vierzon. Elle n'admet pas l'armistice et aide les prisonniers de guerre à franchir la ligne de démarcation pour gagner la zone sud. Au début de l'année 1941, elle rejoint Henri Frenay et devient dès lors le chef d'état-major du fondateur de Combat. Son poste d'inspectrice au chômage des femmes est une couverture commode pour ses activités de résistance intellectuelle. Installée à Lyon en avril 1941, elle organise un service des prisonniers, qui leur adresse des colis, paie des avocats et soutient leurs familles. Fin 1941, Combat s'étant développé et Frenay voyageant beaucoup, elle le remplace souvent. Suspectée de résistance, elle est arrêtée à deux reprises, en octobre 1941 et en janvier 1942. Elle s'évade et poursuit ses activités clandestines sans écouter les mises en garde de ses compagnons.

Fin avril 1942, victime d'une perquisition, elle a le temps de brûler des documents compromettants, mais est arrêtée. Simulant la folie, elle est internée à l'asile du Vinatier à Bron, où un commando de Combat la fait évader.

Refusant de partir pour Londres, elle se réfugie pour un temps à Toulouse, puis à Cluny à partir de mars 1943. Prévenue d'un rendez-vous important, en l'absence de Frenay, elle se rend à l'hôtel de Bourgogne à Mâcon. Ce rendez-vous s'avère être un piège de la Gestapo. Les nazis l'arrêtent et la transfèrent à Fresnes. Elle meurt le 31 mai 1943 dans des circonstances inconnues.

AUBRAC (Raymond)

De son vrai nom Raymond Samuel, Raymond Aubrac est né en Haute-Savoie en 1914 au sein d'une famille de commerçants aisés. Ingénieur des Ponts et Chaussées, antifasciste, il milite sans pour autant être membre du parti communiste. Incorporé au printemps 1939, il rencontre Lucie Bernard à Strasbourg, agrégée d'histoire, qu'il épouse le 14 décembre 1939.

Prisonnier des Allemands le 21 juin 1940, Raymond s'évade avec l'aide de sa femme fin août. Ils rejoignent tous deux la zone sud et s'installent à Lyon. Avec un petit groupe de résistants, ils sont à l'origine du mouvement Libération et réalisent le premier numéro du journal éponyme.

À l'été 1942, Aubrac est chargé de diriger la branche paramilitaire du mouvement Libération.

Jusqu'en 1943, il allie ses activités de résistant, inspecteur de l'Armée secrète et collaborateur du général Delestraint (alias Vidal), et son emploi d'ingénieur, tandis que sa femme enseigne au lycée Edgar-Quinet de Lyon. Le 15 mars 1943, il est arrêté par la police française avec Serge Ravel et Maurice Kriegel-Valrimont. Lucie a raconté comment elle a obtenu la mise en liberté de son mari, le 10 mai, en faisant pression sur le procureur, probablement soucieux de ne pas se compromettre, compte tenu de l'évolution de la guerre en ce printemps.

Après une retraite de quelques semaines pour des raisons de sécurité, Aubrac « reprend du service ». Il est convié à un rendez-vous avec Max au parc de la Tête d'Or à Lyon le dimanche 20 juin. À la suite de l'arrestation du chef de l'AS, le général Delestraint, Max lui propose de devenir inspecteur de l'AS pour la zone nord tandis que Lassagne serait chargé de la zone sud. Jean Moulin a fait ce choix pour deux raisons : Aubrac maîtrise bien la chose militaire et a acquis une solide expérience en zone sud ; mais comme il s'est beaucoup exposé, il est plus prudent de l'envoyer en zone nord. Ces mesures doivent être exposées aux responsables de l'AS lors de la réunion de Caluire.

Arrêté en même temps que Jean Moulin dans la maison du docteur Dugoujon, à Caluire, le 21 juin 1943, il passe plusieurs mois à la prison de Montluc (cellule n° 77), ce qui laisse du temps à son épouse et à Serge Ravel pour monter avec l'aide des groupes francs une opération de libération le 21 octobre. Ce coup audacieux permet de soustraire Raymond Aubrac à la Gestapo. Il gagne ensuite Londres, puis Alger. Après la Libération, il occupe plusieurs postes importants : commissaire régional de la République à Marseille, inspecteur général de la Reconstruction et, en 1964, directeur de la FAO (organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture). Lucie reprend son poste de professeur jusqu'à la retraite et multiplie les contacts avec les jeunes afin de témoigner sur cette douloureuse période.

AUBRY (Henri)

Démobilisé en octobre 1940, Henri Aubry (1914-1970) essaie sans succès de rallier l'Angleterre. Il entre dans un réseau de renseignement de la zone nord mais, recherché, il est obligé de passer la ligne de démarcation en juin 1941.

Membre du réseau Combat, il devient rapidement le chef d'état-major des formations paramilitaires de l'organisation. Affecté à l'Armée secrète, il est inspecteur puis chef d'état-major du général Delestraint.

Le 21 juin 1943, il participe à la réunion de Caluire où, sur ordre de Pierre de Bénouville, il a fait venir Hardy. Après son arrestation avec les autres membres de la réunion, il est conduit au siège de la Gestapo, avenue Foch à Paris. Le lendemain, la Gestapo procède à une perquisition à son domicile. Elle y découvre, outre une importante somme d'argent, une masse de documents relatifs à l'Armée secrète.

Libéré en décembre 1943, Henri Aubry rejoint le maquis dans la région de Marseille.

BARBIE (Klaus)

En 1931, Klaus Barbie (1913-1991) est membre des jeunesses nazies, il est intégré à la SS en 1935. À l'arrivée des Allemands à Lyon en 1942, il devient responsable de la section IV de la Gestapo, section spécialement chargée de la recherche, de la répression et de la lutte contre la Résistance. Il procède souvent en personne aux interrogatoires et acquiert très vite le surnom de « boucher de Lyon » pour sa cruauté.

C'est lui qui dirige l'arrestation de Jean Moulin et des sept responsables de l'Armée secrète, le 21 juin 1943, à Caluire. Il interroge lui-même Jean Moulin, dont il salue le « courage ». Puis, il reçoit l'ordre de le transférer à Paris, fin juin. Jusqu'au milieu de l'été suivant Barbie mène une lutte sans merci contre la résistance lyonnaise, les réfractaires au STO et les Juifs.

Pour la seule région lyonnaise, on lui attribue le triste bilan de 10 000 arrestations, 1 046 fusillés et 6 000 morts ou disparus.

Promu capitaine, il quitte Lyon à la fin août 1944. Condamné à mort par contumace en mai 1947 puis en novembre 1954, Barbie est récupéré, après la guerre, par les services spéciaux américains. Sous le nom de Klaus Altmann, il devient directeur de la Trans Maritima Bolivia. En 1972, il est identifié par Serge et Beate Klarsfeld en Bolivie, où il est protégé par le dictateur Banzer auquel il fait profiter de son « expérience » en créant des camps d'internement pour les opposants.

Extradé en février 1983, il est écroué puis jugé à Lyon. Il est condamné pour crimes contre l'humanité à la réclusion criminelle à perpétuité le 3 juillet 1987. Il meurt en prison le 28 septembre 1991.

BÉNOUVILLE (Pierre Guillain de)

Né le 8 août 1914 à Amsterdam, fils d'un agent commercial, Pierre de Bénouville est licencié ès Lettres de la faculté de Paris. Militant royaliste et antisémite, ce Camelot du roi soutient au début de la guerre la politique du maréchal Pétain. Il écrit des articles hostiles aux anciens dirigeants du Front Populaire. Il s'engage dans la Résistance en organisant, en 1941, le mouvement Radio-Patrie. Il entre dans le mouvement Combat et s'installe à Lyon, en juillet 1942, pour seconder Henri Frenay aux relations extérieures. Il devient l'un des responsables de la branche militaire de Combat puis des MUR.

Au printemps 1943, il travaille aux liaisons directes des MUR et des services spéciaux américains afin de disposer de moyens financiers supplémentaires. Il leur transmet le document Hercule qui dresse la liste des besoins de la Résistance en armement et fonds monétaires. Jean Moulin critique vivement cette opération. Il y voit une tentative de déstabilisation de sa délégation clandestine et une remise en cause de la légitimité du général de Gaulle à diriger la France combattante.

Arrêté par la Gestapo, il est incarcéré à Montluc. Il réussit à s'échapper et rejoint, dès le début 1943, l'équipe de direction des MUR, à Paris. En 1944, il contribue à l'organisation de la direction des Forces françaises de l'Intérieur du Commissariat à la guerre.

Dès 1945, il est fait compagnon de la Libération. En 1946, il publie *Le sacrifice du matin*, l'une des premières descriptions de l'univers des résistants. Il exerce ensuite des responsabilités politiques dans le mouvement gaulliste (tour à tour, au RPF, l'UNR et au RPR). Il décède le 4 décembre 2001.

Issu d'une famille implantée à Bordeaux, Daniel Cordier est né en 1920 et élevé dans un milieu favorable à l'Action française. Ce Camelot du roi ne supporte pas la défaite et gagne l'Angleterre dès le 21 juin 1940. Parachuté en France occupée en 1942, il a été désigné par le BCRA pour être le radio de Georges Bidault, responsable du Bureau d'information et de propagande. Le 1er janvier 1943, il rencontre Jean Moulin et accepte la mission que le délégué général lui confie : organiser et diriger son secrétariat, tâches qu'il assume durant onze mois. À partir d'avril 1943, Jean Moulin le charge d'organiser un secrétariat similaire en zone nord. Ce dernier devient un organe de commandement pour les deux zones ainsi qu'un organe d'exécution pour le nord de la France.

Après l'arrestation de Jean Moulin, il repart pour Londres, via l'Espagne où il est emprisonné.

À la Libération, il entre dans les services spéciaux et devient chef de cabinet du colonel Passy. Il écrit alors le *Livre blanc du BCRA*. Après une émission des *Dossiers de l'écran*, Daniel Cordier décide de rétablir la vérité sur Jean Moulin à partir des archives. Après 12 ans de travail, il commence à publier différents ouvrages sur Jean Moulin.

CORDIER (Daniel)

COTTON (Georges)

Né en 1891 à Lyon, Georges Cotton combat pendant la Première Guerre mondiale. Démobilisé en octobre 1919, il fonde la *Société nationale de propriété d'immeubles*. Dès lors, il fait construire plusieurs immeubles locatifs, dont la réalisation de l'ensemble 16, rue Victor Hugo - 11, rue Boissac - 27, rue Sala (Lyon 2e).

Mobilisé en août 1939 dans l'armée des Alpes, il est, entre autres, chargé de défendre l'Ardèche. Après la signature de l'armistice, il cache l'armement qu'il détient pour que la commission d'armistice ne puisse pas mettre la main dessus.

En 1940, il fonde le mouvement France d'abord. Lorsque le colonel Schwarzfeld rejoint le mouvement en 1942 et prend part au comité de direction, l'objectif de France d'abord est de créer des services utiles à la Résistance. Adjoint du général Delestraint, Georges Cotton est chargé de la mise en place d'un conseil de guerre.

Dans l'immeuble du 16, rue Victor Hugo, il met en place, avec le général Delestraint, un tribunal d'enquête pour juger les agents de la collaboration et esquisse le mode de fonctionnement des tribunaux d'exception et de la cour spéciale. Arrêté à quatre reprises, il s'évade et continue d'œuvrer dans la Résistance jusqu'à la Libération. Il est l'un des six membres du comité insurrectionnel de la zone sud. Il décède en 1951.

DELESTRAINT (Charles, général)

Le général Delestraint (1879-1945) a fait sa carrière militaire dans une unité de chars de combat. En décembre 1936, il est promu général. Dès cette époque, il est convaincu du rôle déterminant des blindés dans un nouveau conflit. En mai 1939, il commande le groupement des 2e et 4e divisions de chars et a sous ses ordres le colonel de Gaulle.

Après l'armistice, il se retire à Bourg-en-Bresse où il essaie de rassembler des officiers et sous-officiers, dans le cadre d'une amicale « des anciens des chars ». Il condamne l'entrevue de Montoire et la politique de collaboration, ce qui lui vaut la méfiance des autorités de Vichy. Fin août 1942, il rencontre Jean Moulin à Lyon et devient, avec l'accord de Londres, le chef de la nouvelle Armée secrète. À cette occasion, De Gaulle lui câble le message suivant : « De Charles à Charles d'accord ».

Désormais sous le pseudonyme de Vidal, il organise l'AS et réside dans un appartement situé au rez-de-chaussée du 4, avenue Leclerc, à Lyon. Ses voisins ne le connaissent alors que sous un nom d'emprunt : Monsieur Duchêne, négociant en vins. Il est aidé par son secrétaire François-Yves Guillin (alias Mercure).

Lors de la création des MUR, son autorité est battue en brèche par Frenay, commissaire aux affaires militaires, qui entend avoir la mainmise sur l'armée clandestine et préconise l'action immédiate. Rex et Vidal décident de se rendre à Londres pour lever toute ambiguïté. Ces questions sont éclaircies : il devient le chef de l'AS pour les deux zones et dépend uniquement du général de Gaulle et du Comité national français dont Jean Moulin est membre avec rang de ministre.

HARDY (René)

Désireux de rencontrer René Hardy pour l'entretenir, notamment, de la fusion des éléments de Fer au sein de l'AS, le général Delestraint demande à Henri Aubry d'organiser la rencontre.

Le 9 juin, il est arrêté à Paris par la police allemande et envoyé à Fresnes. Déporté le 8 mars 1943 au Struthof puis évacué sur Dachau, il est abattu d'une balle dans la tête le 23 avril 1945.

Fils de cultivateur, René Hardy (1911-1987) adhère à la Ligue des droits de l'homme, puis au parti communiste. Au début de la guerre, il travaille à la SNCF au service exploitation, comme régulateur des grandes lignes de Paris-Montparnasse. Hostile à l'armistice, il cherche en vain à rejoindre l'Afrique du Nord. Démobilisé, il retourne à Paris à la régulation des grandes lignes et met sur pied un service de renseignement sur les transports ennemis. Repéré par les nazis au début de 1941, il cherche à gagner Londres mais est arrêté et condamné à quinze mois de prison pour désertion, rébellion et atteinte à la sûreté de l'État. En prison, il fait la connaissance de Pierre de Bénouville avec qui il reste en relation après sa libération au printemps 1942. René Hardy devient alors officier de renseignement dans le groupe paramilitaire de Combat, Frenay le chargeant d'organiser des sabotages sur les voies ferrées et de préparer un plan général de Sabotage-Fer.

Arrêté dans la nuit du 7 au 8 juin à Chalon-sur-Saône, il est relâché le 10 par Barbie. Le 21, il est envoyé à la réunion de Caluire par Pierre de Bénouville pour faire prévaloir le point de vue de Combat. Arrêté, il s'évade et gagne le Limousin.

Dès l'arrestation de Caluire connue, Claude Serreulles, l'adjoint de Jean Moulin qui assume l'intérim, rend compte à Londres et évoque le comportement d'Hardy. Le 30 mai 1944, Hardy gagne Alger où Frenay lui a trouvé un emploi de chef de service au sein du ministère des Prisonniers de guerre et déportés. Il doit se soumettre à un interrogatoire de la direction de la sûreté militaire d'Alger. L'enquête conclut à son absence de culpabilité.

Des documents allemands, affirmant qu'Hardy est un agent double, remettent en cause les conclusions de cette enquête et conduisent à l'arrestation de René Hardy le 11 décembre 1944. Son procès s'ouvre en janvier 1947. Il est acquitté le 27 janvier 1947, faute de preuves. Un deuxième procès a lieu. Hardy est une nouvelle fois acquitté à la minorité de faveur en mai 1950. En l'état actuel de la recherche, rien ne permet d'affirmer qu'Hardy ait livré la réunion de Caluire aux Allemands.

LACAZE (Albert, colonel)

En 1933, Albert Lacaze (1884-1955) est nommé lieutenant-colonel au 99^e RIA de Lyon. Au début de la Seconde Guerre mondiale, il participe à de violents combats dans la région de Soissons. Fait prisonnier en juin 1940, le colonel Lacaze est interné dans un camp en Pologne.

Entré en Résistance, il est membre du petit groupe France d'abord et rejoint l'Armée secrète en décembre 1942. En avril 1943, il accepte de prendre la direction du IV^e bureau de l'état-major de l'AS. Présent à la réunion de Caluire, Albert Lacaze est arrêté et interné à Montluc. Pendant les interrogatoires, le général Delestraint, Joseph Gastaldo et André Lassagne mettent au point un système de défense qui l'innocente. Il est libéré le 15 janvier 1944.

Après un séjour dans le Gard, il rejoint la résistance ardéchoise.

LARAT (Bruno)

Né en 1916, Bruno Larat est étudiant en droit à Lyon avant de devenir avocat. Mobilisé, il gagne, dès juin 1940, l'Angleterre où il est agent de liaison du BCRA. Parachuté en mars 1943, il rejoint Lyon et devient responsable du Centre d'opération de parachutage et d'atterrissage (COPA), créé dès avril, à la place du Service des opérations aériennes et maritimes (SOAM), désormais « grillé ». Avec André Lassagne, Albert Lacaze et Jean Moulin, il est l'une des quatre personnes à connaître le lieu où se déroule la réunion du 21 juin 1943. Comme les autres participants, Bruno Larat est arrêté par la Gestapo. Jusqu'en septembre 1943, il est emprisonné à Montluc, puis transféré à Fresnes. Déporté à Buchenwald-Dora, il meurt le 5 avril 1944.

LASSAGNE (André)

Lorsque la guerre est déclarée, André Lassagne (1911-1953) enseigne au lycée Chateaubriand à Rome. Mobilisé comme lieutenant dans l'armée des Alpes, en mai 1940, il est chargé de surveiller la frontière italienne et de défendre la haute vallée de la Tinée dans les Alpes-Maritimes. Démobilisé, il reprend ses études à Lyon et participe aux premières actions étudiantes qui suivent la signature de l'armistice.

Il entre dans le mouvement Libération et travaille à l'unification des mouvements de résistance de la zone sud. Membre de l'Armée secrète, il devient l'adjoint de Gastaldo, chef du 2^e bureau.

À la suite de l'arrestation de Delestraint et afin d'assurer son remplacement, Jean Moulin le charge de mettre sur pied la réunion de Caluire. Ami de Frédéric Dugoujon, il choisit sa maison comme lieu pour cette réunion. Présent à la réunion du 21 juin 1943, il est arrêté et emprisonné à Montluc. Transféré à Fresnes, il est déporté en Allemagne.

MANHÈS (Henry, Frédéric)

Dans les années trente, Henri Manhès (1889-1959) est directeur du cabinet militaire de Pierre Cot, ministre de l'Air du gouvernement de Front populaire. C'est là qu'il fait la connaissance de Jean Moulin. Dès l'annonce de l'armistice, il réclame sa démobilisation et l'obtient le 12 août 1940. Il commence alors un travail de résistance à l'ennemi et prend contact avec Jean Moulin alors que ce dernier est encore préfet d'Eure-et-Loir.

Dès le retour en France de Jean Moulin, en janvier 1942, il travaille à ses côtés en qualité d'adjoint à l'organisation de la Résistance française en zone non occupée, s'attachant plus particulièrement au recrutement du personnel, à la recherche des terrains d'atterrissage, à la propagande anti-vichyssoise, et ce jusqu'en mai 1942.

À cette époque, Jean Moulin le charge du même travail en zone nord, et plus particulièrement de la coordination des mouvements de résistance dans la zone occupée. Le 1^{er} juin 1942, il est promu au grade de colonel dans les FFL. Manhès, avec ses adjoints Pierre Meunier et Robert Chambeiron, s'attache alors à rechercher un à un les différents mouvements, en prenant de nombreux et dangereux contacts. Il établit ainsi des liaisons avec de nombreux mouvements. Parallèlement, il crée un réseau d'action, de renseignements et d'évasion qui prend pour nom son second prénom et pseudonyme Frédéric. Le 28 janvier 1943, il part pour Londres où il est nommé délégué du Comité national français pour la zone occupée.

De retour en France, en février, il est arrêté par la police française le 3 mars 1943. Transféré à la police allemande le 5 avril 1943, il est incarcéré au Cherche-midi, puis à Fresnes. En dix mois, il subit 27 interrogatoires, ne fournissant aucun renseignement exact, malgré la violence des méthodes utilisées par la Gestapo à son égard. Cependant, certaines dépositions le chargent suffisamment pour qu'il soit condamné à mort le 3 novembre 1943.

Sauvé grâce à l'action de sa femme, il est envoyé au camp de Compiègne avant d'être déporté en Allemagne, le 24 janvier, à destination du camp de Buchenwald. Dans ce camp, il crée le comité des intérêts français et des groupes d'autodéfense rassemblés sous le titre générique de "Brigade Française d'Action Libératrice", dont le but est, le moment venu, d'entrer en lutte contre les SS pour s'opposer à l'extermination des Français. Par cette action particulièrement courageuse et dangereuse, il risque à tous moments la mort. À son retour de déportation, Henri Manhès devient chef de cabinet du ministre de la Production industrielle.

Il est président, dès sa fondation en 1945, de l'Association des anciens déportés du camp de Buchenwald, président-fondateur de la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes (FNDIRP), et président d'honneur de la Fédération internationale des anciens prisonniers politiques.

PINEAU (Christian)

Diplômé de l'École Libre des Sciences Politiques de Paris, membre de la SFIO, Christian Pineau (1904-1997) travaille au ministère du Ravitaillement au début de la Seconde Guerre mondiale.

Dès octobre 1940, il fonde Libération-Nord et participe au comité d'études économiques et syndicales créé en novembre 1940.

Grâce à ses fonctions au ministère, Christian Pineau peut se déplacer en zone sud. En février 1942, il se rend à Londres comme représentant du mouvement Libération-Nord. Le colonel Passy lui demande alors d'organiser un réseau de renseignement de la France Libre sur tout le territoire métropolitain. Revenu en France en avril 1942, Christian Pineau fonde deux réseaux de renseignement pour le BCRA : *Cohors*, dirigé par le philosophe Jean Cavaillès, et *Phalanx*. Il retourne à Londres en janvier 1943, et plaide pour un rassemblement national unissant mouvements et partis : ce sera le CNR. De retour en France, il est arrêté au mois de mai. Emprisonné à Montluc, il y aperçoit Jean Moulin.

Il est déporté à Buchenwald. À son retour, il est nommé ministre du Ravitaillement. Défenseur de la Communauté européenne de défense (CED), signataire du traité de Rome en 1957, Christian Pineau est également l'un des initiateurs de la création d'Euratom.

SCHWARZFELD (Emile, colonel)

À la déclaration de la Seconde Guerre mondiale, le colonel Émile Schwartzfeld (1885-1944) est directeur technique des établissements Thomson-Houston et conseiller au commerce extérieur. Mobilisé avec le grade de lieutenant-colonel en septembre 1939, il est fait prisonnier en juin 1940. Libéré après treize mois de captivité, il entre dans la Résistance et prend contact avec plusieurs officiers en vue de constituer une armée clandestine. Mis en relation avec le mouvement Libération, il est sollicité pour prendre un commandement important. Mais il décline l'offre et rejoint France d'abord en janvier 1942. Membre du comité directeur, il en assure la direction avec Georges Cotton, son fondateur. Il organise un service de renseignement civil et militaire et un service radio avec André Serf et Paul Buffet, ses adjoints.

À compter du début 1943, il est l'adjoint du général Delestraint. À la suite de l'arrestation de ce dernier, Jean Moulin souhaite qu'Émile Schwartzfeld lui succède à la tête de l'Armée secrète. Présent à la réunion de Caluire au cours de laquelle sa nomination doit être confirmée, il est arrêté. Déporté au camp de concentration de Natzweiler-Struthof, il y meurt le 4 juin 1944.

SERREULLES (Claude)

Diplômé de l'École Libre des Sciences Politiques, Claude Serreulles est attaché à l'ambassade française de Berlin entre 1937 et 1938. Lors de la déclaration de guerre, il est mobilisé comme lieutenant de réserve de l'armée de Bretagne. Parlant couramment l'anglais et l'allemand, il devient agent de liaison entre le quartier général et le commandant du corps expéditionnaire britannique. Face au défaitisme français, il rejoint Londres, où il devient membre du cabinet du général de Gaulle. En février 1943, il est désigné pour travailler à la Délégation Générale. Il rencontre Jean Moulin dans les bureaux du BCRA. À Lyon, Jean Moulin en fait son adjoint aux questions militaires.

Suite à l'arrestation de Jean Moulin à Caluire, il est nommé délégué général (par intérim) du gouvernement d'Alger en France, fonction qu'il assure jusqu'en 1944.

Généralités

CHAUVY Gérard,
Lyon, 40-44,
Documents Payot, 1993

CHAUVY Gérard,
Lyon disparu, 1880-1950,
ELAH, 2003

Sous la direction de COINTET Michèle et Jean-Paul,
Dictionnaire historique de la France historique sous l'occupation,
Tallandier, 2000

GUILLIN François-Yves,
Le général Delestraint. Premier chef de l'Armée Secrète,
Plon, 1995

PERMEZEL Bruno,
Résistants à Lyon, 1144 noms,
BGA Permezel, 1992

PERMEZEL Bruno,
Résistants à Lyon, 1221 noms,
BGA Permezel, 1995

PERMEZEL Bruno,
Montluc, antichambre de l'inconnu (1942-1944),
BGA Permezel, 1999

RUBY Marcel,
La Résistance à Lyon, 2 vol.,
L'Hermès, 1979

Études et témoignages sur Jean Moulin

AZÉMA Jean-Pierre,
Jean Moulin, le rebelle, le politique, le résistant,
Perrin, 2003

CALEF Henri,
Jean Moulin, une vie,
Plon, 1980

CORDIER Daniel,
Jean Moulin. L'inconnu au Panthéon, 3 vol.,
J.-C. Lattès, 1989-1993

CORDIER Daniel,
Jean Moulin. La République des catacombes,
Gallimard, 1999

GAUSSEN Dominique et MOUNIER Alain,
Jean Moulin et ceux qui ont dit non,
Mango Jeunesse, 2003

MOULIN Laure,
Jean Moulin,
Presse de la Cité, 1982

PHAM Gisèle,
Jean Moulin et Caluire,
CRDP, 2002

Sous la direction de ZEITOUN Sabine,
Jean Moulin, unificateur de la Résistance,
Éditions Ville de Lyon-CHRD, 1993

PARCOURS

Jean Moulin, héros de la république

Dossier conçu par l'équipe pédagogique du CHRD.
Conception et réalisation : Sandra Tardieu

PARCOURS

Jean Moulin, héros de la république



**Centre d'Histoire
de la Résistance
et de la Déportation**
69007 Lyon
Tél. : 04 78 72 23 11

Ouverture
Toute l'année du
mercredi au dimanche
(sauf jours fériés)
de 9h à 17h30,
sans interruption

Accès
Tramway T2
arrêt Centre Berthelot